

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

**RECUEIL DE LEGISLATION**

**A — N° 157**

**30 juillet 2012**

**S o m m a i r e**

<b>Règlement grand-ducal du 21 juillet 2012 modifiant</b>	
– le règlement grand-ducal modifié du 19 février 1974 portant exécution de la loi du 19 février 1973 sur la vente des substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;	
– l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 4 mars 1974 concernant certaines substances toxiques;	
– l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 20 mars 1974 concernant certaines substances psychotropes;	
– l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 26 mars 1974 établissant la liste des stupéfiants .....	<b>page 1888</b>
<b>Règlement grand-ducal du 21 juillet 2012 modifiant le règlement grand-ducal du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies .....</b>	<b>1889</b>
<b>Caisse nationale de santé – Statuts .....</b>	<b>1889</b>
<b>Règlements communaux .....</b>	<b>1891</b>
<b>Accord sur le transfert des corps des personnes décédées, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 26 octobre 1973 – Déclaration de la République de Lituanie .....</b>	<b>1897</b>
<b>Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, conclue à Vienne, le 20 décembre 1988 – Notifications de la République d'Argentine en vertu de l'article 6, du paragraphe 8 de l'article 7 et du paragraphe 7 de l'article 17 .....</b>	<b>1897</b>
<b>Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, faite à Tampere, le 18 juin 1998 – Adhésion et entrée en vigueur à l'égard du Luxembourg; réserve du Luxembourg; liste des Etats liés; déclarations et réserves .....</b>	<b>1898</b>

**Règlement grand-ducal du 21 juillet 2012 modifiant**

- le règlement grand-ducal modifié du 19 février 1974 portant exécution de la loi du 19 février 1973 sur la vente des substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;
- l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 4 mars 1974 concernant certaines substances toxiques;
- l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 20 mars 1974 concernant certaines substances psychotropes;
- l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 26 mars 1974 établissant la liste des stupéfiants.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

Vu l'avis du Collège médical;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Vu l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Santé et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'alinéa final de l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 19 février 1974 portant exécution de la loi du 19 février 1973 sur la vente des substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie est remplacé par la disposition suivante:

*«Par dérogation aux dispositions qui précèdent, la période maximale de couverture d'une prescription est de trois mois pour le méthylphénidate, de vingt et un jours pour la morphine par voie orale, pour le fentanyl par voie transdermique, buccale, orale ou nasale, la buprénorphine par voie transdermique, l'hydromorphone par voie orale, l'oxycodone par voie orale et de quatorze jours pour la méthadone pouvant être prescrite dans le cadre du programme de traitement de la toxicomanie par substitution. Dans le cas d'une unité de conditionnement non fractionnable, le pharmacien est autorisé à délivrer, s'il y a lieu, le nombre d'unités de conditionnement arrondi vers le haut ou vers le bas.»*

**Art. 2.** A l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 4 mars 1974 concernant certaines substances toxiques, le point 27 prend la teneur suivante:

*«27. delta-9-tetrahydrocannabinol (THC), cannabidiol (CBD), cannabinol (CBN) et leurs isomères, pour autant qu'incorporés dans un médicament couvert par une autorisation de mise sur le marché délivrée conformément à l'acquis communautaire.*

*La période maximale de couverture d'une prescription pour un médicament contenant les prédites substances est de 21 jours. Le pharmacien est autorisé à délivrer, s'il y a lieu, le nombre d'unités de conditionnement arrondi vers le bas ou vers le haut.»*

**Art. 3.** L'annexe du règlement grand-ducal modifié du 20 mars 1974 concernant certaines substances psychotropes est complétée par les points 41 à 43 rédigés comme suit:

- 41. MDPV (3,4 méthylène-dioxy-pyrovalerone)
- 42. Salvia Divinorium (Salvinorine A)
- 43. Mytragyna Speciosa, Kratom (Mytragynine, 7-hydroxymytragynine)».

**Art. 4.** A l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 26 mars 1974 établissant la liste des stupéfiants, le point 15 prend la teneur suivante:

*«15. Plantes de chanvre (cannabis sativa), ainsi que les semences, extraits, teintures et résines de la même plante. Ne sont pas considérées comme stupéfiants les variétés de chanvre admissibles à un régime de soutien dans le cadre de la politique agricole commune et, à condition que leur teneur en delta-9-tetrahydrocannabinol (THC) par rapport au poids d'un échantillon porté à poids constant soit inférieure à 0,3%, les variétés destinées à un usage commercial à des fins non enivrantes pour lesquelles aucun potentiel d'abus n'est avéré d'après l'état actuel des connaissances en matière de toxicomanie.»*

**Art. 5.** Notre Ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de la Santé,  
**Mars Di Bartolomeo**

Cabasson, le 21 juillet 2012.  
**Henri**

**Règlement grand-ducal du 21 juillet 2012 modifiant le règlement grand-ducal du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 25 mai 2012 et après consultation le 24 mai 2012 de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'avis de la Conférence des présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre de la Défense et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le règlement grand-ducal du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies est modifié comme suit:

1° Les articles 2 et 5 sont remplacés comme suit:

«**Art. 2.** La contribution luxembourgeoise comprend un maximum de 10 membres de l'Armée luxembourgeoise. Pendant la période de chevauchement entre les deux missions qui se situe entre le 20 août et le 15 octobre 2012 au plus tard ce nombre pourra exceptionnellement comprendre 11 militaires.

**Art. 5.** A partir d'août 2012 la mission des membres de l'Armée luxembourgeoise consistera à participer au dispositif mis en place pour assurer la sécurisation de la base aérienne de l'OTAN à Kandahar en remplacement de la mission de sécurisation de l'aéroport international de Kaboul qui aura été terminée en août 2012, hormis pour l'officier qui restera affecté à l'état-major et dont la mission se terminera en septembre 2012.»

**Art. 2.** Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Ministre de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*  
**Jean Asselborn**

Cabasson, le 21 juillet 2012.  
**Henri**

*Le Ministre de la Défense,*  
**Jean-Marie Halsdorf**

Doc. parl. 6443; sess. ord. 2011-2012.

---

**Caisse nationale de santé. – Statuts.** – Par arrêté ministériel du 18 juillet 2012, les modifications des statuts de la Caisse nationale de santé, telles qu'elles ont été décidées par le comité directeur dans sa séance du 11 juillet 2012 et telles qu'elles figurent à l'annexe, ont été approuvées. Ces modifications entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2012.

---

Annexes

Comité directeur du 11 juillet 2012

FICHIER B1: Modifications avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2012

Numéro national	Nom commercial	Pièces	Largeur	Longueur	Poids	Volume	P. référ.	Taux	Remb. max.
<b>A01A</b>									
<b>NOM COLLECTIF</b>									
5916778	POCHE/FLACON DE NUTRITION VIDE	1					4,47	100%	4,47
<b>NUTRICIA</b>									
5921389	FLOCARE INFINITY MOBILE PACK SET	R 35165	pompe infinity						
5918318	FLOCARE PACK		pompe infinity				5,25	100%	5,25
5908830	FLOCARE PACK	R 30075	gravité				5,25	100%	5,25
5911429	FLOCARE PACK	R 30076	pompe 800				2,89	100%	2,89
5918321	FLOCARE SYST UNIV.PACK		pompe infinity				5,85	100%	5,85
5911088	FLOCARE SYST UNIV.PACK	R 30081	gravité				5,55	100%	5,55
5911415	FLOCARE SYST UNIV.PACK	R 30082	pompe 800				3,22	100%	3,22
5911446	FLOCARE TOP FILL RESERVOIR	R 30029					6,20	100%	6,20
5918335	FLOCARE UNIVERSAL		pompe infinity				5,13	100%	5,13
5911169	FLOCARE UNIVERSAL	R 30078	gravité				5,31	100%	5,31
5911432	FLOCARE UNIVERSAL	R 30079	pompe 800				3,00	100%	3,00
							5,92	100%	5,92

1890

Sondes gastriques, nasogastriques et nasointestinales

**A01A2**  
**NUTRICIA**

5909479	SONDE NASOGASTRIQUE PUR	R 48618	ch 6	1	60 cm		10,27	100%	10,27
5909482	SONDE NASOGASTRIQUE PUR	R 48619	ch 8	1	90 cm		10,53	100%	10,53
5909496	SONDE NASOGASTRIQUE PUR	R 48620	ch 8	1	110 cm		11,89	100%	11,89
5909501	SONDE NASOGASTRIQUE PUR	R 48621	ch 10	1	110 cm		11,89	100%	11,89
5909515	SONDE NASOGASTRIQUE PUR	R 48622	ch 12	1	110 cm		11,89	100%	11,89
5909529	SONDE NASOGASTRIQUE PUR	R 48623	ch 14	1	110 cm		11,89	100%	11,89

Sondes gastriques, nasogastriques et nasointestinales – (4 / 12 mois)

**A01A2X**  
**NOM COLLECTIF**

5917498	BOUTON DE GASTROSTOMIE	1					205,03	100%	205,03
---------	------------------------	---	--	--	--	--	--------	------	--------

### **Règlements communaux.**

**B e c k e r i c h.-** Introduction d'un règlement-taxé sur les résidences secondaires.

En séance du 15 mars 2012 le Conseil communal de Beckerich a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a introduit un règlement-taxé sur les résidences secondaires.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 13 avril 2012 et par décision ministérielle du 19 avril 2012 et publiée en due forme.

**B e c k e r i c h.-** Fixation des prix d'entrée pour l'«Open Air Kino».

En séance du 7 mai 2012 le Conseil communal de Beckerich a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé les prix d'entrée pour l'«Open Air Kino».

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 6 juin 2012 et publiée en due forme.

**B e c k e r i c h.-** Fixation du prix de vente du livre «Canton de Redange».

En séance du 7 mai 2012 le Conseil communal de Beckerich a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé le prix de vente du livre «Canton de Redange».

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 6 juin 2012 et publiée en due forme.

**B e c k e r i c h.-** Introduction d'une taxe spécifique sur les habitations non occupées.

En séance du 15 mars 2012 le Conseil communal de Beckerich a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a introduit une taxe spécifique sur les habitations non occupées.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 25 mai 2012 et par décision ministérielle du 8 juin 2012 et publiée en due forme.

**B e r d o r f.-** Introduction d'un règlement-taxé sur la «Night Card Berdorf».

En séance du 16 mai 2012 le Conseil communal de Berdorf a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a introduit un règlement-taxé sur la «Night Card Berdorf».

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 6 juin 2012 et publiée en due forme.

**B e t t e m b o u r g.-** Abrogation du règlement-taxé concernant le financement des équipements collectifs.

En séance du 16 décembre 2011 le Conseil communal de Bettembourg a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a abrogé le règlement-taxé concernant le financement des équipements collectifs.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 29 mars 2012 et par décision ministérielle du 17 avril 2012 et publiée en due forme.

**B e t t e n d o r f.-** Modification des taxes de chancellerie.

En séance du 14 mars 2012 le Conseil communal de Bettendorf a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié les taxes de chancellerie.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 12 mai 2012 et par décision ministérielle du 22 mai 2012 et publiée en due forme.

**B o u s.-** Fixation du prix de la carte d'accès au centre de recyclage «Am Haff» à Bech-Kleinmacher.

En séance du 7 février 2012 le Conseil communal de Bous a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé le prix de la carte d'accès au centre de recyclage «Am Haff» à Bech-Kleinmacher.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 19 mars 2012 et publiée en due forme.

**B o u s.-** Modification du règlement-taxé relatif à l'enlèvement et le recyclage de diverses fractions de déchets dans le cadre de la mise à disposition d'un centre de recyclage aux habitants de la commune de Bous.

En séance du 7 février 2012 le Conseil communal de Bous a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié le règlement-taxé relatif à l'enlèvement et le recyclage de diverses fractions de déchets dans le cadre de la mise à disposition d'un centre de recyclage aux habitants de la commune de Bous.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 13 mars 2012 et publiée en due forme.

**B o u s.-** Fixation du droit d'inscription à un cours artistique pour enfants.

En séance du 20 septembre 2011 le Conseil communal de Bous a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé le droit d'inscription à un cours artistique pour enfants.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 3 novembre 2011 et publiée en due forme.

**B o u s.-** Fixation de la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

En séance du 7 février 2012 le Conseil communal de Bous a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 2 mars 2012 et par décision ministérielle du 9 mars 2012 et publiée en due forme.

**D a l h e i m.-** Fixation de la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

En séance du 10 mai 2012 le Conseil communal de Dalheim a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 22 juin 2012 et par décision ministérielle du 28 juin 2012 et publiée en due forme.

**D a l h e i m.-** Fixation de la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

En séance du 10 mai 2012 le Conseil communal de Dalheim a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 22 juin 2012 et par décision ministérielle du 28 juin 2012 et publiée en due forme.

**D i e k i r c h.-** Modification de la redevance annuelle relative aux droits d'auteur concernant le réseau de télédistribution de la Ville de Diekirch.

En séance du 28 février 2012 le Conseil communal de Diekirch a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié la redevance annuelle relative aux droits d'auteur concernant le réseau de télédistribution de la Ville de Diekirch.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 17 avril 2012 et publiée en due forme.

**D u d e l a n g e.-** Modification du chapitre XXIX: manifestations culturelles – au règlement-taxé général.

En séance du 23 mars 2012 le Conseil communal de Dudelange a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié le chapitre XXIX: manifestations culturelles – au règlement-taxé général.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 19 avril 2012 et publiée en due forme.

**E l l.-** Modification du règlement-taxé sur les cimetières.

En séance du 31 janvier 2012 le Conseil communal d'Ell a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié le règlement-taxé sur les cimetières.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 16 mars 2012 et par décision ministérielle du 22 mars 2012 et publiée en due forme.

**E l l.-** Modification des tarifs sur l'utilisation du Centre Camille Ney à Ell.

En séance du 24 avril 2012 le Conseil communal d'Ell a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié les tarifs sur l'utilisation du Centre Camille Ney à Ell.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 14 juin 2012 et publiée en due forme.

**E r m s d o r f.-** Nouvelle fixation de la taxe de participation au financement des équipements collectifs.

En séance du 14 septembre 2011 le Conseil communal d'Ermsdorf a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a nouvellement fixé la taxe de participation au financement des équipements collectifs.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 12 décembre 2011 et par décision ministérielle du 14 décembre 2011 et publiée en due forme.

**E s c h - s u r - A l z e t t e.-** Modification du règlement-taxé concernant le stationnement payant.

En séance du 16 mars 2012 le Conseil communal d'Esch-sur-Alzette a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié le règlement-taxé concernant le stationnement payant.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 27 avril 2012 et par décision ministérielle du 4 mai 2012 et publiée en due forme.

**E s c h - s u r - S û r e.-** Modification du règlement-taxé sur le stationnement des véhicules automoteurs de l'ancienne commune de Neunhausen du 24 mai 1995.

En séance du 16 février 2012 le Conseil communal d'Esch-sur-Sûre a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié le règlement-taxé sur le stationnement des véhicules automoteurs de l'ancienne commune de Neunhausen du 24 mai 1995.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 13 avril 2012 et par décision ministérielle du 19 avril 2012 et publiée en due forme.

**F i s c h b a c h.-** Modification de divers tarifs à percevoir sur la collecte des déchets.

En séance du 17 avril 2012 le Conseil communal de Fischbach a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié divers tarifs à percevoir sur la collecte des déchets.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 9 mai 2012 et publiée en due forme.

**F l a x w e i l e r.-** Fixation des taxes et redevances à percevoir sur l'eau destinée à la consommation humaine.

En séance du 2 décembre 2011 le Conseil communal de Flaxweiler a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé les taxes et redevances à percevoir sur l'eau destinée à la consommation humaine.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 1<sup>er</sup> juin 2012 et par décision ministérielle du 14 juin 2012 et publiée en due forme.

**F r i s a n g e.-** Introduction d'une taxe de participation au financement des équipements collectifs.

En séance du 22 décembre 2011 le Conseil communal de Frisange a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a introduit une taxe de participation au financement des équipements collectifs.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 27 avril 2012 et par décision ministérielle du 15 mai 2012 et publiée en due forme.

**F r i s a n g e.-** Fixation des droits d'inscription aux cours de langue luxembourgeoise, session 2012-2013.

En séance du 10 mai 2012 le Conseil communal de Frisange a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé les droits d'inscription aux cours de langue luxembourgeoise, session 2012-2013.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 8 juin 2012 et publiée en due forme.

**F r i s a n g e.-** Fixation du droit de participation aux cours de gymnastique, d'aérobic et de fitness.

En séance du 10 mai 2012 le Conseil communal de Frisange a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé le droit de participation aux cours de gymnastique, d'aérobic et de fitness.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 8 juin 2012 et publiée en due forme.

**F r i s a n g e.-** Fixation du droit d'inscription aux cours de yoga, session 2012-2013.

En séance du 10 mai 2012 le Conseil communal de Frisange a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé le droit d'inscription aux cours de yoga, session 2012-2013.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 8 juin 2012 et publiée en due forme.

**F r i s a n g e.-** Fixation du droit de participation aux cours de gymnastique douce pour le 3<sup>e</sup> âge, session 2012-2013.

En séance du 10 mai 2012 le Conseil communal de Frisange a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé le droit de participation aux cours de gymnastique douce pour le 3<sup>e</sup> âge, session 2012-2013.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 8 juin 2012 et publiée en due forme.

**G r e v e n m a c h e r.-** Modification de la taxe d'amusement et de la taxe à percevoir sur les nuits blanches.

En séance du 25 mai 2012 le Conseil communal de Grevenmacher a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié la taxe d'amusement et la taxe à percevoir sur les nuits blanches.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 22 juin 2012 et par décision ministérielle du 28 juin 2012 et publiée en due forme.

**G r e v e n m a c h e r.-** Abolition de la taxe de chancellerie pour un certificat d'autorisation parentale.

En séance du 27 avril 2012 le Conseil communal de Grevenmacher a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a aboli la taxe de chancellerie pour un certificat d'autorisation parentale.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 22 juin 2012 et par décision ministérielle du 28 juin 2012 et publiée en due forme.

**G r o s b o u s.-** Fixation de la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

En séance du 6 mars 2012 le Conseil communal de Grosbous a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 27 avril 2012 et par décision ministérielle du 4 mai 2012 et publiée en due forme.



**H e s p e r a n g e.-** Fixation des tarifs relatifs à la mise à disposition des remorques «WC mobil» et «débit de boissons mobil».

En séance du 23 mars 2012 le Conseil communal de Hesperange a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé les tarifs relatifs à la mise à disposition des remorques «WC mobil» et «débit de boissons mobil».

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 17 avril 2012 et publiée en due forme.

**K ä e r j e n g.-** Fixation des droits d'inscription de l'école de musique et le droit de location d'instruments.

En séance du 13 janvier 2012 le Conseil communal de Käerjeng a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé les droits d'inscription de l'école de musique et le droit de location d'instruments.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 13 avril 2012 et par décision ministérielle du 19 avril 2012 et publiée en due forme.

**K a y l.-** Fixation du prix de vente du bois de chauffage.

En séance du 15 mars 2012 le Conseil communal de Kayl a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé le prix de vente du bois de chauffage.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 17 avril 2012 et publiée en due forme.

**L e u d e l a n g e.-** Fixation d'une redevance trimestrielle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

En séance du 26 janvier 2012 le Conseil communal de Leudelage a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé une redevance trimestrielle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 27 avril 2012 et par décision ministérielle du 4 mai 2012 et publiée en due forme.

**L o r e n t z w e i l e r.-** Modification du prix de vente des repas sur roues.

En séance du 28 mars 2012 le Conseil communal de Lorentzweiler a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié le prix de vente des repas sur roues.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 19 avril 2012 et publiée en due forme.

**M e r s c h.-** Modification des tarifs pour le Centre Aquatique Krounebiert à Mersch.

En séance du 19 mars 2012 le Conseil communal de Mersch a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié les tarifs pour le Centre Aquatique Krounebiert à Mersch.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 24 avril 2012 et publiée en due forme.

**N e u n h a u s e n.-** Modification de la taxe de participation au financement des équipements collectifs.

En séance du 18 août 2011 le Conseil communal de Neunhausen a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié la taxe de participation au financement des équipements collectifs.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 13 avril 2012 et par décision ministérielle du 19 avril 2012 et publiée en due forme.

**R e d a n g e - s u r - A t t e r t.-** Fixation du prix de vente d'un livre-photos intitulé «D'Gemeng Réiden/Attert: Durch Dierfer an d'Joreszäiten – Fotografien – Pierre HAAS».

En séance du 26 janvier 2012 le Conseil communal de Redange-sur-Attert a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé le prix de vente d'un livre-photos intitulé «D'Gemeng Réiden/Attert: Durch Dierfer an d'Joreszäiten – Fotografien – Pierre HAAS».

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 19 mars 2012 et publiée en due forme.

**R e d a n g e - s u r - A t t e r t.-** Modification du règlement-taxe relatif aux taxes et redevances sur les nuits blanches, les jeux et amusements publics ainsi que les foires, marchés et kermesses.

En séance du 26 janvier 2012 le Conseil communal de Redange-sur-Attert a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié le règlement-taxe relatif aux taxes et redevances sur les nuits blanches, les jeux et amusements publics ainsi que les foires, marchés et kermesses.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 13 avril 2012 et par décision ministérielle du 19 avril 2012 et publiée en due forme.

**R e d a n g e - s u r - A t t e r t.-** Fixation de la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

En séance du 26 janvier 2012 le Conseil communal de Redange-sur-Attert a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 13 avril 2012 et par décision ministérielle du 19 avril 2012 et publiée en due forme.



**R e i s d o r f.-** Introduction d'une taxe de participation au financement des équipements collectifs.

En séance du 20 janvier 2012 le Conseil communal de Reisdorf a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a introduit une taxe de participation au financement des équipements collectifs.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 27 avril 2012 et par décision ministérielle du 4 mai 2012 et publiée en due forme.

**R u m e l a n g e.-** Fixation de la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

En séance du 9 janvier 2012 le Conseil communal de Rumelange a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 16 mars 2012 et par décision ministérielle du 22 mars 2012 et publiée en due forme.

**S c h e n g e n.-** Modification de la partie fixe des taxes et redevances à percevoir sur l'utilisation de la canalisation et l'épuration des eaux usées.

En séance du 21 décembre 2011 le Conseil communal de Schengen a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié la partie fixe des taxes et redevances à percevoir sur l'utilisation de la canalisation et l'épuration des eaux usées.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 27 avril 2012 et par décision ministérielle du 8 mai 2012 et publiée en due forme.

**S c h i e r e n.-** Fixation des taxes et redevances à percevoir sur l'utilisation de la canalisation.

En séance du 6 mars 2012 le Conseil communal de Schieren a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé les taxes et redevances à percevoir sur l'utilisation de la canalisation.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 16 juin 2012 et par décision ministérielle du 22 juin 2012 et publiée en due forme.

**S c h i f f l a n g e.-** Fixation de la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

En séance du 17 février 2012 le Conseil communal de Schiffange a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 13 avril 2012 et par décision ministérielle du 19 avril 2012 et publiée en due forme.

**S c h i f f l a n g e.-** Modification du règlement-taxe sur l'utilisation de la piscine et du sauna du Centre Sportif.

En séance du 16 septembre 2011 le Conseil communal de Schiffange a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié le règlement-taxe sur l'utilisation de la piscine et du sauna du Centre Sportif.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 3 octobre 2011 et publiée en due forme.

**S c h u t t r a n g e.-** Fixation des droits d'inscription aux cours organisés par la commune.

En séance du 23 mai 2012 le Conseil communal de Schuttrange a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé les droits d'inscription aux cours organisés par la commune.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 28 juin 2012 et publiée en due forme.

**T r o i s v i e r g e s.-** Modification de la taxe annuelle à percevoir sur les chiens.

En séance du 21 février 2012 le Conseil communal de Troisvierges a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié la taxe annuelle à percevoir sur les chiens.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 27 avril 2012 et publiée en due forme.

**T r o i s v i e r g e s.-** Modification du règlement-taxe concernant les concessions aux cimetières.

En séance du 21 février 2012 le Conseil communal de Troisvierges a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié le règlement-taxe concernant les concessions aux cimetières.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 27 avril 2012 et par décision ministérielle du 8 mai 2012 et publiée en due forme.

**U s e l d a n g e.-** Fixation du prix des repas servis dans la cantine pour le personnel enseignant de l'école fondamentale et les salariés de la commune ayant leur lieu de travail sur le site de l'école fondamentale.

En séance du 16 décembre 2011 le Conseil communal d'Useldange a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé le prix des repas servis dans la cantine pour le personnel enseignant de l'école fondamentale et les salariés de la commune ayant leur lieu de travail sur le site de l'école fondamentale.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 19 mars 2012 et publiée en due forme.

V a l l é e d e l' E r n z.- Fixation de la participation à la «Nightrider Card».

En séance du 30 mars 2012 le Conseil communal de la Vallée de l'Ernz a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé la participation à la «Nightrider Card».

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 19 avril 2012 et publiée en due forme.

V i a n d e n.- Fixation de la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

En séance du 10 mai 2012 le Conseil communal de Vianden a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 22 juin 2012 et par décision ministérielle du 28 juin 2012 et publiée en due forme.

W a h l.- Nouvelle fixation des tarifs à percevoir sur l'enlèvement des déchets ménagers et encombrants.

En séance du 7 décembre 2011 le Conseil communal de Wahl a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé les tarifs à percevoir sur l'enlèvement des déchets ménagers et encombrants.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 6 février 2012 et publiée en due forme.

W a l d b i l l i g.- Modification des tarifs pour la location de matériel communal divers et fixation de tarifs horaires pour travaux effectués par le service technique pour compte de particuliers.

En séance du 27 mars 2012 le Conseil communal de Waldbillig a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié les tarifs pour la location de matériel communal divers et a fixé des tarifs horaires pour travaux effectués par le service technique pour compte de particuliers.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 19 avril 2012 et publiée en due forme.

W a l d b i l l i g.- Fixation des taxes et redevances à percevoir sur l'eau destinée à la consommation humaine.

En séance du 26 janvier 2012 le Conseil communal de Waldbillig a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé les taxes et redevances à percevoir sur l'eau destinée à la consommation humaine.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 27 avril 2012 et par décision ministérielle du 8 mai 2012 et publiée en due forme.

W a l d b i l l i g.- Fixation des taxes et redevances à percevoir sur la canalisation et sur l'épuration des eaux usées.

En séance du 26 janvier 2012 le Conseil communal de Waldbillig a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé les taxes et redevances à percevoir sur la canalisation et sur l'épuration des eaux usées.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 27 avril 2012 et par décision ministérielle du 8 mai 2012 et publiée en due forme.

W e i l e r - l a - T o u r.- Modification du prix de vente des repas sur roues.

En séance du 18 avril 2012 le Conseil communal de Weiler-la-Tour a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié le prix de vente des repas sur roues.

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 9 mai 2012 et publiée en due forme.

W e i s w a m p a c h.- Modification du règlement-taxe «chèques-service accueil».

En séance du 29 mars 2012 le Conseil communal de Weiswampach a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a modifié le règlement-taxe «chèques-service accueil».

Ladite délibération a été approuvée par décision ministérielle du 19 avril 2012 et publiée en due forme.

W e i s w a m p a c h.- Fixation de la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

En séance du 29 mars 2012 le Conseil communal de Weiswampach a pris une délibération aux termes de laquelle ledit corps a fixé la redevance annuelle pour frais de scolarité pour des enfants d'autres communes.

Ladite délibération a été approuvée par arrêté grand-ducal du 27 avril 2012 et par décision ministérielle du 8 mai 2012 et publiée en due forme.

**Accord sur le transfert des corps des personnes décédées, ouvert à la signature, à Strasbourg,  
le 26 octobre 1973. – Déclaration de la République de Lituanie.**

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe que le Ministre des Affaires étrangères de la République de Lituanie a fait une déclaration, datée du 22 juin 2012, enregistrée au Secrétariat Général le 29 juin 2012 et concernant une mise à jour des informations relatives à son autorité compétente (art. 8):

The Kaunas Public Health Centre  
K. Petrausko Str. 24,  
LT-44156 Kaunas  
Lithuania

Tél.: +370 37 33 16 88  
Fax: +370 37 33 16 80  
Email: info@kaunovsc.sam.lt  
Website: http://kaunovsc.sam.lt

Date d'effet  
de la déclaration: 1<sup>er</sup> juillet 2012

**Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes,  
conclue à Vienne, le 20 décembre 1988. – Notifications de la République d'Argentine en vertu de  
l'article 6, du paragraphe 8 de l'article 7 et du paragraphe 7 de l'article 17.**

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies qu'en date du 16 mai 2012 la République d'Argentine a fait la notification suivante:

Lorsque l'extradition est régie par traité, la partie requérante devra s'acquitter de ses obligations conventionnelles. Dans le cas contraire, elle sera tenue de satisfaire aux exigences suivantes:

Si la personne visée par la demande d'extradition fait l'objet de poursuites:

- a) Une description claire des faits qui lui sont reprochés, y compris la date, le lieu et les circonstances de leur consommation, ainsi que des précisions sur l'identité de la victime;
- b) La qualification juridique des faits reprochés;
- c) Une explication du fondement de la compétence des tribunaux de l'Etat requérant pour se saisir de l'affaire et un exposé des motifs pour lesquelles l'action pénale n'est pas éteinte;
- d) Le texte ou une photocopie dûment certifiée de l'ordonnance de mise en détention (assorti d'un exposé des motifs pour lesquels l'intéressé est soupçonné d'avoir pris part aux faits incriminés) et de la décision portant autorisation de demander l'extradition;
- e) Le texte des dispositions du code pénal et du code de procédure applicables qui se rapportent aux paragraphes ci-avant;
- f) Toutes les informations connues sur l'identité de l'intéressé (nom, surnoms, nationalité, date de naissance, état civil, profession ou emploi, signes particuliers, photographies et empreintes digitales, et adresse de résidence en Argentine).

Si la personne visée par la demande d'extradition est sous le coup d'une condamnation, les informations suivantes seront fournies en sus de celles énoncées plus haut.

- g) Le texte ou une photocopie dûment certifiée du jugement portant condamnation;
- h) Une attestation certifiant que le jugement n'a pas été rendu par défaut et n'est pas susceptible d'appel. Si le jugement a été rendu par défaut, les assurances que l'instance sera rouverte pour permettre au condamné d'être entendu et d'exercer son droit de se défendre avant le prononcé d'un nouveau jugement;
- i) Des informations concernant la durée de la peine que le condamné doit encore accomplir;
- j) Un exposé des motifs pour lesquels la peine n'a pas été purgée.

Articles 7 8) et 17 7) (autorité centrale et langues)

Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto  
Dirección de Asistencia Jurídica Internacional  
Esmeralda 1212, piso 4  
C1007ABR-Buenos Aires  
Argentine

Téléphone: 54 11 4819 7000/7385  
Télécopie: 54 11 4819 7353

Courriel: [dajn@mrecic.gov.ar](mailto:dajn@mrecic.gov.ar); [cooperacion-penal@mrecic.gov.ar](mailto:cooperacion-penal@mrecic.gov.ar)

Langues: espagnol

Heures d'ouverture: 8 heures - 20 heures

Fuseau horaire GMT +/-: -3

Demandé par INTERPOL: oui (uniquement pour les demandes de mise en détention préventive de la personne à extraditer)

**Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, faite à Tampere, le 18 juin 1998. - Adhésion et entrée en vigueur à l'égard du Luxembourg; réserve du Luxembourg; liste des Etats liés; déclarations et réserves.**

Le Luxembourg a adhéré à la Convention désignée ci-dessus, approuvée par la loi du 19 avril 2012 (Mémorial 2012, A, n° 88, p. 1006 et ss) et l'instrument d'adhésion luxembourgeois a été déposé le 8 juin 2012 auprès du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies.

Conformément au paragraphe 4 de son article 12, la Convention est entrée en vigueur pour le Luxembourg le 8 juillet 2012.

Conformément à son article 14, le Luxembourg a effectué le 8 juin 2012 la réserve suivante:

«Dans la mesure où certaines dispositions de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets de catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe appartiennent au domaine de responsabilité de l'Union européenne, la mise en œuvre de la Convention par le Grand-Duché de Luxembourg devra se faire en accord avec les procédures de l'Union.»

(Liste des Etats liés  
Déclarations et Réserves)

Etat	Signature définitive (s) Ratification Acceptation (A), Adhésion (a),
Argentine	05.07.2007
Arménie	25.03.2008 a
Barbade	25.07.2003 a
Belgique	02.07.2010 a
Bulgarie	20.06.2000
Canada	18.05.2001
Chypre	14.07.2000
<u>Colombie</u>	12.06.2008 a
Danemark	02.06.2003
Dominique	26.12.2000 a
El Salvador	18.04.2002
<u>Espagne</u>	27.02.2006 a
Finlande	01.04.1999 A
France	06.08.2009 a
Guinée	08.10.2002 a
Hongrie	07.04.2004
Inde	29.11.1999
<u>Irlande</u>	16.08.2007 a
Islande	13.05.2011
Kenya	12.02.2003
Koweït	13.06.2002
Liban	27.01.2006
Libéria	16.09.2005 a
Liechtenstein	08.06.2004 a

Lituanie	09.12.2004	a
<u>Luxembourg</u>	08.06.2012	a
Maroc	11.03.2003	
<u>Monténégro</u>	21.07.2010	a
Nicaragua	18.11.1999	
Oman	16.04.2003	
Ouganda	05.09.2002	
Pakistan	30.01.2009	a
Panama	05.03.2003	
Pays-Bas	06.07.2001	A
Pérou	27.10.2003	
République tchèque	17.06.2003	
Roumanie	17.11.2005	
<u>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</u>	18.06.2003	s
St-Vincent-et-les-Grenadines	14.08.2003	a
Slovaquie	06.02.2001	
Sri Lanka	13.10.1999	
<u>Suède</u>	13.09.2004	
Suisse	24.04.2002	
Tonga	08.05.2003	a
Uruguay	19.04.2012	
<u>Venezuela (République bolivarienne du)</u>	13.05.2005	

### Déclarations et Réserves

(En l'absence d'indication précédant le texte, la date de réception est celle de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion)

#### Colombie

##### Réserve:

Le Gouvernement de la République de Colombie formule une réserve quant aux termes du paragraphe 3 de l'article 11 par le biais de laquelle la République de Colombie ne se considère pas comme liée par l'une ou l'autre des procédures de règlement des différends susvisées.

#### Danemark

##### Déclaration:

En relation avec la ratification par le Danemark de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe (la «Convention»), le Danemark déclare que dans la mesure où certaines des dispositions de la Convention ressortissent au domaine de responsabilité de la Communauté européenne, la pleine application de la Convention par le Danemark doit se faire conformément aux procédures de cette organisation internationale.

#### Espagne

##### Réserve:

Dans la mesure où certaines dispositions de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe ressortissent au domaine de responsabilité de la Communauté européenne, l'Espagne ne peut appliquer ces décisions. Pour ce faire, les Communautés européennes doivent être parties à la Convention.

#### Irlande

##### Réserve:

Dans la mesure où certaines dispositions de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe (la «Convention») ressortissent au domaine de responsabilité de la Communauté européenne, la pleine application de la Convention par l'Irlande doit se faire conformément aux procédures de cette organisation internationale.

## **Luxembourg**

### *Réserve:*

Dans la mesure où certaines dispositions de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe appartiennent au domaine de responsabilité de l'Union européenne, la mise en œuvre de la Convention par le Grand-Duché de Luxembourg devra se faire en accord avec les procédures de l'Union.

## **Monténégro**

### *Réserve:*

Conformément à l'article 14 de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, adoptée à Tampere le 18 juin 1998, le Gouvernement monténégrin déclare que ladite convention ne s'appliquera qu'avec la réserve suivante:

Dans la mesure où certaines dispositions de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe concernent les domaines relevant de l'autorité de la Communauté européenne, l'application intégrale de ladite convention par le Monténégro devra se faire dans le respect des procédures communautaires.

## **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**

### *Réserve:*

Dans la mesure où certaines dispositions de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe (la «Convention») ressortissent au domaine de responsabilité de la Communauté européenne, la pleine application de la Convention par le Royaume-Uni doit se faire conformément aux procédures de cette organisation internationale.

## **Suède**

### *Déclaration faite lors de la signature et confirmée lors de la ratification:*

Dans la mesure où certaines dispositions de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe ressortissent au domaine de responsabilité de la Communauté européenne, la pleine application de la Convention par la Suède doit se faire conformément aux procédures de cette organisation internationale.

## **Venezuela (République bolivarienne du)**

### *Réserve faite lors de la signature:*

La République bolivarienne du Venezuela, conformément aux dispositions du paragraphe 6 de l'article 11 de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe (ICET-98), formule une réserve expresse quant aux termes du paragraphe 3 dudit article. Elle ne se considère donc pas tenue de recourir à l'arbitrage comme moyen de règlement des différends et ne reconnaît pas la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice.

### *Réserve faite lors de la ratification:*

Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 14 de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, la République bolivarienne du Venezuela formule une réserve expresse quant aux termes du paragraphe 3 et 4 de l'article 11. En conséquence, elle ne se considère pas tenue de recourir à l'arbitrage comme moyen de règlement des différends et ne reconnaît pas la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice.